

GAUCHE(S) PARTI PRIS

Niche du RN : la gauche ferait mieux de « tenir la tranchée »

Refuser de soutenir la proposition lepéniste d'abroger la réforme des retraites n'a rien d'une posture « bourgeoise ». Le texte n'a aucune chance d'être adopté, la gauche pourra bientôt défendre le sien, et les bénéfices d'un soutien pèsent peu face à ses effets désastreux.

Fabien Escalona - 22 octobre 2024 à 14h47

Mardi 22 octobre, dans la soirée, le groupe de La France insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale décidera de l'attitude à suivre le jeudi 31, lors de la niche parlementaire du Rassemblement national (RN). Le parti de Marine Le Pen y a inscrit l'abrogation de la réforme des retraites, ce qui nourrit les tergiversations à gauche au fur et à mesure que l'échéance approche.

Sans surprise, le RN fait de la politique, et son intention est double. D'une part, il entend tirer les bénéfices d'une hostilité populaire massive à cette loi, adoptée de manière autoritaire par une présidence Macron radicalisée. Un jeu de dupes dont toute la gauche est consciente, sachant à quel point le parti d'extrême droite s'était tenu éloigné des mobilisations du printemps 2023. Lundi 21, en commission des affaires sociales, il a d'ailleurs rejeté un amendement socialiste qui proposait l'abrogation, dans le cadre des discussions sur le budget de la Sécurité sociale.

Il n'empêche que le RN entend bien, d'autre part, mettre en difficulté les députés du Nouveau Front populaire (NFP). Ceux-ci avaient en effet inscrit la mesure à leur programme, et prétendaient l'adopter si Lucie Castets avait été nommée à Matignon. La formation lepéniste a prévu de cibler les parlementaires qui auront eu l'outrecuidance de ne pas voter en faveur de l'abrogation « version RN », en les attaquant dans leurs circonscriptions. Une façon de se venger et de tester les principes d'un camp qui a été exemplaire dans son rôle de barrage républicain lors des élections législatives.

Le piège fonctionne. En dehors du groupe socialiste, qui a exclu de voter le texte du RN, les autres groupes de gauche sont hésitants et divisés. Côté écologistes, un « tiraillement » a été reconnu. Côté Insoumis, plusieurs positions cohabitaient encore avant la réunion de ce soir. Les communistes et leurs alliés sont eux aussi partagés et pourraient s'accorder une liberté de vote individuelle. Et comme aucun intergroupe n'existe, la coalition NFP n'aura aucune position propre, chacune de ses composantes se déterminant tour à tour.

La fiction d'une « victoire »

Les élu-es du NFP auraient pourtant tort de se laisser impressionner, quand bien même toute une frange de la gauche radicale jouerait sur sa culpabilité vis-à-vis des milieux populaires. Une tribune publiée par Le Média est assez symptomatique de ce discours. Signée entre autres par Frédéric Lordon, Annie Ernaux et Houria Bouteldja, elle affirme qu'il est « *temps d'obtenir des victoires* » et qu'un vote en faveur du texte priverait le RN de l'occasion d'exercer son chantage.

La gauche préoccupée par le cordon sanitaire y est qualifiée d'« *irresponsable* » et décrite comme prisonnière d'une « *conception morale de l'antifascisme* ». Sur les réseaux, elle est volontiers accusée de posture bourgeoise, ignorante des souffrances endurées par les corps visés par les dispositions macronistes.

Voter une loi à l'initiative du RN contribue, quoi qu'on en dise, à sa normalisation.

L'argumentation en faveur d'un vote positif laisse cependant planer un énorme malentendu. En réalité, l'enjeu du vote n'est aucunement l'abrogation *effective* de la loi sur les retraites, ce qui poserait pour le coup un dilemme beaucoup plus aigu. Compte tenu des équilibres politiques au Sénat et au gouvernement, où le RN n'est pas représenté, la proposition lepéniste n'a aucune chance de faire la navette entre les deux chambres parlementaires et d'être réellement adoptée.

On pourrait ainsi retourner l'accusation d'irresponsabilité, en la voyant dans le fait de laisser prospérer la fiction d'une « *victoire* » pour le camp du travail. Car même en cas de vote positif, la réforme des retraites continuera à s'appliquer. La seule raison de voter pour la proposition du RN serait en fait d'échapper à son chantage, en partant du principe qu'une abstention serait mal comprise. Or, il est à craindre que l'éventuel bénéfice à court terme de cette tactique se révèle désastreux sur le long terme.

La symbolique compte, et voter une loi à l'initiative du RN contribue, quoi qu'on en dise, à sa normalisation. Ce n'est pas parce que cette normalisation est déjà bien engagée que le scrupule doit être levé. Rappelons que les postures « morales » ou « bourgeoises », moquées avec dédain par les tenants d'un vote positif, n'ont pas été pour rien dans le difficile entre-deux-tours auquel s'est heurté le RN début juillet – ce qui a offert un sursis au pays, et en particulier aux corps souffrants et vulnérables dont les intérêts sont, à juste titre, mis en avant.

Le terrain, faiblesse à résoudre

Le RN ne serait privé d'aucun argument si la gauche, ou certaines de ses composantes, le rejoint sur son texte. Marine Le Pen se posera en championne des intérêts des salarié-es ordinaires, qu'elle prétend depuis longtemps concilier avec un cadre économique néolibéral inchangé, ce qui est absurde mais n'entrave pas sa progression électorale. Et elle le fera, comme à son habitude, en l'adossant à la logique de préférence nationale qui structure toute l'identité partisane du RN.

À supposer que les députés du NFP qui voteront la proposition du RN s'épargnent ses foudres, comment expliqueront-ils ensuite que son programme social ne vaut rien, et dépend en tout état de cause d'un noyau idéologique xénophobe, inégalitaire et liberticide qui n'a jamais changé ? L'exercice ne sera pas plus acrobatique que de défendre le refus de s'associer au RN quand il prétend mener la danse.

La gauche est d'autant plus fondée à suivre son agenda, et son seul agenda, qu'elle disposera rapidement d'un créneau pour défendre l'abrogation de la réforme des retraites. Dans un mois, le groupe LFI pourra présenter la mesure dans sa propre niche à l'Assemblée, en la gageant au passage sur des moyens financiers plus sérieux que la hausse du prix du tabac proposée par le RN, laquelle aboutirait à tripler le coût d'un paquet de cigarettes. L'abrogation « version NFP » pourrait par ailleurs être inscrite à l'ordre du jour du Sénat par un des groupes de gauche qui y siègent, début 2025.

L'hésitation à gauche, compréhensible dans les circonscriptions les plus disputées avec le RN, dit en fait beaucoup de sa faiblesse sur le terrain. Il s'agit de lieux où elle dispose de trop peu d'implantation pour démonter la propagande éhontée du parti lepéniste.

L'épisode, à l'instar des débats stratégiques qui agitent les composantes du NFP, renvoie finalement à cette vérité martelée à raison par le philosophe Yohann Douet : « *Même le discours le plus adapté et le programme le plus pertinent ont besoin de relais d'opinions au niveau local, jouant le rôle d'intellectuels organiques diffus présents dans les territoires.* »

Succomber à l'hésitation et abandonner le « cordon sanitaire » ne fera que consacrer cette faiblesse. Au lieu d'apparaître incohérent et jaloux de sa propre stratégie parlementaire, le NFP apparaîtra comme un vassal potentiel du RN, fournisseur de voix à défaut de susciter l'alternance par ses propres forces. Le bloc central ne sera même pas égratigné et jouera la rengaine éculée des « extrêmes irresponsables qui se rejoignent ». Décidément, la gauche ferait mieux d'éviter ce scénario et de fourbir plutôt sa contre-attaque, sans avoir corrodé ses principes.

Fabien Escalona